

DOSSIER D'ENREGISTREMENT CENTRE DE TRI DU SIAVED Commune de Douchy-les-Mines (59)

PJ n°19 : Garanties financières



setec
énergie environnement

RÉVISIONS

Version	Date	Description	Auteurs	Relecteur
1	29/07/2021	Première émission	M. LAMARQUE (SEE)	G. LE DEODIC (SEE) N. DUBOC (SUEZ)
2	25/10/21	Révisions	M. LAMARQUE (SEE)	G. LE DEODIC (SEE) N. DUBOC (SUEZ)

COORDONNÉES

Siège social	Responsable d'affaire
--------------	-----------------------

setec énergie environnement

Immeuble Central Seine
42 - 52 quai de la Rapée - CS 71230
75583 PARIS CEDEX 12
FRANCE

Tél +33 1 82 51 55 55
Fax +33 1 82 51 55 56
environnement@setec.fr
www.setec.fr

Gwenaëlle LE DEODIC

Chef de projet

Immeuble Central Seine
42 - 52 quai de la Rapée - CS 71230
75583 PARIS CEDEX 12
FRANCE

Tél +33 1 82 51 46 51
Mob +33 6 10 77 90 73
gwenaelle.ledeodic@setec.com

Table des matières

1. Calcul des Garanties Financières	4
1.1 Réglementation.....	4
1.2 Données d'entrée au calcul	4
1.2.1 Rubriques de classement ICPE	4
1.2.2 Hypothèses de calcul	6
1.3 Calcul des garanties financières	7
1.4 Bilan	9
1.5 Nature et délais de constitution des garanties financières	9

Table des illustrations

Tableaux

Tableau 1 : Rubriques sous le régime d'enregistrement soumises à garanties financières	5
Tableau 2 : Liste des produits/déchets présents sur le centre de tri et pris en compte dans les coûts d'élimination.....	6
Tableau 3 : Montants détaillés et montant total des garanties financières.....	8

1. CALCUL DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitation de certaines installations classées pour la protection de l'environnement est subordonnée à l'obligation de constitution de garanties financières, destinées à assurer la dépollution et la remise en état du site en cas de cessation d'activité ou d'accident.

L'objectif de ces garanties est de permettre à l'Etat de disposer d'un montant de réserve mobilisable en cas de défaillance de l'exploitant de l'installation. Dans ce cas, les garanties financières seront mobilisées pour procéder à la mise en sécurité, au maintien et au suivi du site.

Les garanties financières peuvent notamment résulter, au choix de l'exploitant, de l'engagement écrit d'un établissement de crédit, d'une consignation auprès de la Caisse des dépôts et consignations ou d'un fonds de garantie privé.

1.1 RÉGLEMENTATION

4 textes donnent les règles d'application de constitution des garanties financières :

- Décret n° 2012-633 du 3 mai 2012 relatif à l'obligation de constituer des garanties financières en vue de la mise en sécurité de certaines installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté du 31 mai 2012 modifié fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;
- Arrêté du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;
- Arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

Ces textes ont été pris en référence pour le calcul des garanties financières, de même que la note de la DGPR n°BSSS/2013-265/EF relative aux garanties financières pour la mise en sécurité des installations définies au 5° du R. 516-1 du Code de l'environnement.

1.2 DONNÉES D'ENTRÉE AU CALCUL

1.2.1 Rubriques de classement ICPE

Les activités du site ont été analysées afin de déterminer les rubriques ICPE du site ainsi que les seuils applicables. Elles sont listées dans le CERFA de demande d'enregistrement.

Les rubriques de classement d'ICPE concernées par la constitution de garanties financières sont les suivantes pour le site :

Tableau 1 : Rubriques sous le régime d'enregistrement soumises à garanties financières

N°	Désignation de la rubrique	Régime	Activité du site
2714	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m³ : E 2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³ : D	E	9 360 m³ Dont 7 200 m³ non triés rentrant dans le calcul des GF
2716	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m³ : E 2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³ : D	NC	70 m³ de refus rentrant dans le calcul des GF
2715	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m³	D	400 m³
2713	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux La surface étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 m² : E 2. Supérieure ou égale à 100 m² et inférieure à 1 000 m² : D	D	Environ 130 m²
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 1. Supérieur à 20 000 m³ : E 2. Supérieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m³ : DC	NC	87 m³/an

Pour les rubriques 2714, 2715 et 2713, les coûts d'élimination du métal et des matières recyclables triées (papiers/carton, plastiques, verre) est considéré comme nul. Pour la rubrique 1435, le coût d'élimination du carburant est considéré comme nul.

En effet, comme prévu dans l'annexe I de l'arrêté du 31 mai 2012 « pour les produits dangereux et déchets pouvant être vendus ou enlevés du site à titre gratuit compte tenu de l'historique de gestion des déchets ou des produits dangereux, de leurs caractéristiques et de leurs conditions de stockage et de surveillance, le coût unitaire à prendre en compte est égal à 0. »

Il a donc seulement été retenu les tonnages en vrac du hall amont et des refus de tri pour le calcul des garanties financières au regard des rubriques 2714 (vrac) et 2716.

Les rubriques 2716, 2715 et 2713 ne sont pas soumises à enregistrement, elles ne sont donc pas soumises à garanties financières. Néanmoins ces activités ne sont pas dissociables de celle de la rubrique 2714.

Pour les rubriques 2713 et 2715, les coûts d'élimination des métaux et du verre triés sont considérés comme nul.

1.2.2 Hypothèses de calcul

Mesures de gestion des produits dangereux et des déchets

Cas particuliers : Certains produits ne sont pas nécessairement à prendre en compte dans les coûts relatifs aux matières à évacuer dans le sens où ils peuvent être revendus.

En effet, comme prévu dans l'annexe I de l'arrêté du 31 mai 2012 « pour les produits dangereux et déchets pouvant être vendus ou enlevés du site à titre gratuit compte tenu de l'historique de gestion des déchets ou des produits dangereux, de leurs caractéristiques et de leurs conditions de stockage et de surveillance, le coût unitaire à prendre en compte est égal à 0. »

C'est le cas par exemple des huiles hydrauliques, du gazole et du fuel : ceux-ci peuvent être repris gratuitement, voire revendus, à leurs fournisseurs respectifs ou à des sociétés équivalentes.

C'est aussi le cas de déchets valorisables de type ferraille, JRM, plastiques triés... qui peuvent être vendus et reprises par les filières de valorisation.

Ainsi le tableau ci-dessous présente les matières présentes sur le site et dont le coût de prise en charge doit être évalué dans le cadre du calcul des garanties financières :

Tableau 2 : Liste des produits/déchets présents sur le centre de tri et pris en compte dans les coûts d'élimination

Type	Nom	Quantité	Unité
Déchets dangereux	Hydrocarbures du déshuileur	1	t
	TOTAL	1	t
Déchets non dangereux	Déchets reçus en attente de tri	576	t
	Refus de tri	35	t
	TOTAL	611	t

L'ensemble des matières recensées ici sont considérées à leur niveau de stockage le plus important, dans une approche que l'on peut donc qualifier de majorante.

Considérant les coûts de prise en charge des matières et des déchets présents sur site (transport et traitement), le SIAVED indique les coûts suivants pour ces prestations.

Il a été considéré à chaque fois les informations majorantes :

- Coût de gestion des déchets dangereux : 618,24 €/t (traitement + transport)
- Coût de gestion des déchets non dangereux : 112,35 €/t (traitement y.c. TGAP + transport)

Neutralisation et remblaiement des cuves enterrées et de leur zone d'implantation

Le site ne comportera pas de cuve enterrée.

Limitation des accès au site

La mise en place d'une clôture n'a pas été considérée dans le calcul car le site sera équipé d'une clôture et son bon état sera régulièrement contrôlé.

Surveillance des effets de l'installation sur son environnement

Le site occupera une surface d'environ 4 ha qui prend en compte l'ensemble de l'ICPE.

Au moins 1 piézomètre en fonctionnement est déjà installé et en fonctionnement à l'amont du site, au Sud du bout de parcelle 1907 en cours d'acquisition. Il est donc pris en compte 2 piézomètres pour la surveillance aval.

La base de données Infoterre localise plusieurs forages à proximité immédiate du centre de tri allant à des profondeurs comprises entre 6 mètres et 20 mètres. La profondeur retenue des piézomètres est donc de 20 mètres.

Gardiennage

En cas de défaillance de l'exploitant, avant la vente éventuelle du site et sur une durée de 6 mois, le site doit faire l'objet d'un gardiennage.

Le calcul est basé sur une surveillance de jour et de nuit à raison de 2 rondes par jour (2 x 1 h), soit une présence estimée à 90 h par mois.

Toutefois, selon la note du 23 novembre 2013 (relative aux modalités de calcul des garanties financières), le coût minimum à prendre en compte doit être de 15 000 €.

1.3 CALCUL DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le calcul a été réalisé en respectant les textes réglementaires cités au début du paragraphe et les hypothèses données dans la partie précédente.

Le montant total de la garantie est égal à : $M = Sc [Me + \alpha (Mi + Mc + Ms + Mg)]$

Les abréviations M, Me, Mi, Mc, Ms et Mg sont celles données dans l'arrêté et concernent chacune une thématique différente :

- **M** : montant global de la garantie
- **Me** : montant relatif à la gestion des produits dangereux et des déchets présents sur le site de l'installation ;
- **Mi** : montant relatif à la neutralisation des cuves enterrées présentant un risque d'explosion ou d'incendie après vidange ;
- **Mc** : montant relatif à la limitation des accès au site ;
- **Ms** : montant relatif au contrôle des effets de l'installation sur l'environnement ;
- **Mg** : montant relatif au gardiennage du site ou à tout autre dispositif équivalent.

Sc est le coefficient pondérateur de prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier. Ce coefficient est égal à 1,10.

α est un indice d'actualisation des coûts. Selon l'annexe I de l'arrêté du 31 mai 2012, α se calcule selon la formule suivante :

$$\alpha = \frac{Index}{index_0} \times \frac{(1 + TVA_R)}{(1 + TVA_0)}$$

Avec :

- Index : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé dans l'arrêté préfectoral.
- Index₀ : Indice TP01 de janvier 2011 soit : 667,7.
- TVA_R : taux de la TVA applicable lors de l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières.
- TVA₀ : taux de la TVA applicable en janvier 2011 soit 19,6 %.

L'indice TP01 du mois de ~~mars~~ juillet 2021, disponible en ~~juin~~ octobre 2021, est de ~~443,5~~ 115,9. En utilisant le coefficient de raccordement entre les anciens et nouveaux index TP01, égal à 6,5345, on obtient un index TP01 égal à ~~741,7~~ 757,3.

Détails des montants calculés.

Tableau 3 : Montants détaillés et montant total des garanties financières

Montant des garanties financières			Commentaires
Me	Montant relatif aux mesures de gestion des déchets et produits à évacuer	69 426 €	Déchets non dangereux : - Déchets en attente de tri : 7 200 m³, densité 0,08 t/m³ - Refus : 35 t Déchets dangereux : - Huiles : 1 t/an
α	Indice d'actualisation des coûts	1,138	TVA actuelle : 20 %
Mi	Montant relatif à la neutralisation des cuves enterrées	0 €	Aucune cuve enterrée
Mc	Montant relatif à la limitation des accès au site	300 €	Clôture existante, 2 entrées Périmètre du site : 900 m
Ms	Montant relatif à la surveillance des effets de l'installation sur l'environnement	48 000 €	2 piézomètres à 20 mètres de profondeur Surface du site : 4,1 ha
Mg	Montant relatif au coût de gardiennage du site	15 000 €	Montant minimal
Sc	Coefficient pondérateur	1,1	Coefficient fixé par l'arrêté du 31 mai 2012
M	M = Sc * [Me + α * (Mi + Mc + Ms + Mg)] Montant global de la garantie financière	155 612 €	

1.4 BILAN

Résultats

Le montant total des garanties financières est donc de **155 612 € TTC**.

Le montant calculé étant supérieur à 100 000 € TTC, la société est tenue de constituer des garanties.

Le SIAVED s'engage donc à constituer 155 612 euros de garanties financières afin de procéder à la dépollution et à la mise en sécurité du site en cas de cessation de l'exploitation.

Actualisation du montant des garanties

Il est important de noter que l'administration demandera à l'exploitant de remettre à jour son calcul **tous les 5 ans**, de façon à y appliquer les indices de révisions cités dans les arrêtés, mais également de lister les éventuelles modifications en termes d'exploitation qui pourraient modifier le calcul.

Selon l'annexe II de l'arrêté du 31 mai 2012, le montant de la garantie est à mettre à jour en fonction de l'indice TP01 selon la formule suivante :

$$M_n = M_r \times \left(\frac{Index_n}{Index_R} \right) \times \frac{(1 + TVA_n)}{(1 + TVA_R)}$$

Avec

- $Index_n$: indice TP01 au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières ;
- $Index_R$: indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé par l'arrêté préfectoral ;
- TVA_n : taux de la TVA applicable au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières ;
- TVA_R : taux de la TVA applicable à l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières.

1.5 NATURE ET DÉLAIS DE CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIÈRES

Conformément à l'article R.516-2 du code de l'environnement, les garanties financières résultent, au choix de l'exploitant :

- a) De l'engagement écrit d'un établissement de crédit, d'une société de financement, d'une entreprise d'assurance ou d'une société de caution mutuelle ;
- b) D'une consignation entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations ;
- c) Pour les installations de stockage de déchets, d'un fonds de garantie géré par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie ;
- d) D'un fonds de garantie privé, proposé par un secteur d'activité et dont la capacité financière adéquate est définie par arrêté du ministre chargé des installations classées ;
- e) De l'engagement écrit, portant garantie autonome au sens de l'article 2321 du code civil, de la personne physique, où que soit son domicile, ou de la personne morale, où que se situe son siège social, qui possède plus de la moitié du capital de l'exploitant ou qui contrôle l'exploitant au regard des critères énoncés à l'article L. 233-3 du code de commerce. Dans ce cas, le garant doit lui-même être bénéficiaire d'un engagement écrit d'un établissement de crédit, d'une société de financement, d'une entreprise d'assurance, d'une société de

caution mutuelle ou d'un fonds de garantie mentionné au d) ci-dessus, ou avoir procédé à une consignation entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations.

Les garanties financières sont constituées pour une période minimale de deux ans et doivent être renouvelées au moins trois mois avant leur échéance.

Le ou les documents que transmet l'exploitant au préfet pour attester de la constitution de garanties financières répondent aux dispositions de l'arrêté du 31/07/12 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement.



www.setec.fr

Paris

Immeuble Central Seine
42-52 quai de la Rapée
CS 71230
75583 PARIS CEDEX 12
FRANCE

Tél +33 1 82 51 55 55

Lille

2 rue du Priez
59000 LILLE
FRANCE

Tél +33 3 28 38 17 87

Lyon

Immeuble le Crystallin
191-193 cours Lafayette
CS 20087
69458 LYON CEDEX 06
FRANCE

Tél +33 4 27 85 49 56

Nantes

L'Acropole
1 allée Baco
44000 NANTES
FRANCE

Tél +33 2 44 76 63 30

Siège social : Immeuble Central Seine 42-52 quai de la Rapée 75583 PARIS CEDEX 12 – SAS au capital de 177 080 € - RCS PARIS 330 727 264 – TVA FR 38330727264